

Issoire (63), 10 mars : liberté pour les prisonniers palestiniens, renforçons le boycott

Participation de Clermont-Ferrand/Issoire le 10 mars 2018 aux [actions mondiales](#) pour la libération des prisonnierEs politiques palestiniens.

L'emprisonnement de longue durée est une composante structurelle de l'ordre colonial et du système d'apartheid israélien, afin d'obtenir la soumission d'un peuple qui réclame justice.

Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés (40 % des hommes).

La détention administrative : un déni de droit total (par exemple, SALAH HAMOURI, avocat franco-palestinien ; KHALIDA JARRAR, parlementaire). La détention des enfants mineurs : un scandale inacceptable (AHED TAMIMI, 17 ans). La généralisation de la prison à vie : une chasse aux leaders (MARWAN BARGHOUTI, un représentant légitime et reconnu du peuple palestinien).

Pour exprimer notre solidarité, renforçons le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre les entreprises et les intérêts de l'État colonial israélien. Sur l'aspect sécuritaire et carcéral, boycotter notamment les dérivées de Hewlett Packard, comme DXC, ainsi que les entreprises d'armement et leurs complices (dont la banque française AXA, partenaire de la société israélienne Elbit) (voir détails dans le [tract ci-joint](#)).

Environ 1.200 exemplaires de ce tract ont été distribués aux

nombreux visiteurs du marché d'Issoire (63) par 17 militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63, RESF, LDH, CGT, FSU, ... de la Coalition BDS 63 (40 organisations). ChacunE d'entre nous portait deux placards en carton avec les photos de Ahd Tamimi, Salah Hamouri, Khalida Jarrar, Marwan Barghouti et/ou Munther Amira (voir photos).



De nombreux passants ont pris le tract, d'autres refusaient les tracts par principe. Le niveau d'information sur la question palestinienne nous est paru parfois faible, notamment auprès des populations rurales très présentes sur le grand marché de cette sous-préfecture, où nous intervenions pour la première fois. L'action a été bien visible, du fait du nombre de militant-e-s, des placards avec les photos des prisonnier-e-s, de notre banderole BDS, et des appels au boycott. Nous avons recueilli environ 70 signatures de la pétition pour la suspension de l'accord UE-Israël.

La matinée s'est terminée par un casse-croute partagé dans le café associatif La Gabare où de jeunes militant-e-s et sympathisant-e-s d'Issoire ont pu échanger avec celles/ceux de Clermont, notamment en vue de développer de futures actions BDS locales.

**Clermont-Ferrand, 4 février :
liberté pour les prisonniers
palestiniens, renforçons le**

boycott

[Liberte pour prisonniers Palestiniens-Boycott](#)

Participation de Clermont-Ferrand le 4 février 2018 aux [actions mondiales](#) pour la libération des prisonnierEs politiques palestiniens.

L'emprisonnement de longue durée est une composante structurelle de l'ordre colonial et du système d'apartheid israélien, afin d'obtenir la soumission d'un peuple qui réclame justice.

Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens ont été emprisonnés (40 % des hommes).

La détention administrative : un déni de droit total (par exemple, SALAH HAMOURI, avocat franco-palestinien ; KHALIDA JARRAR, parlementaire). La détention des enfants mineurs : un scandale inacceptable (AHED TAMIMI, 17 ans). La généralisation de la prison à vie : une chasse aux leaders (MARWAN BARGHOUTI, un représentant légitime et reconnu du peuple palestinien).



Pour exprimer notre solidarité, renforçons le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) contre les entreprises et les intérêts de l'État colonial israélien. Sur l'aspect sécuritaire et carcéral, boycotter notamment les dérivées de Hewlett Packard, comme DXC, ainsi que les entreprises d'armement et leurs complices – dont la banque française AXA, partenaire de la société israélienne Elbit (voir détails dans le [tract ci-joint](#)).

Environ 1.500 exemplaires de ce tract ont été distribués aux

nombreux visiteurs du marché aux puces des Salins à Clermont-Ferrand (dont certains étaient aussi des participants au festival international du court-métrage, voisin) par plus de 15 militant-e-s AFPS 63 et BDSF 63, UEC, RESF, LDH, CGT, ... de la Coalition BDS 63 (40 organisations). ChacunE d'entre nous portait deux placards en carton avec les photos de Ahd Tamimi, Salah Hamouri ou Marwan Barghouti (voir photos).

De nombreux passants ont pris le tract, dont celles/ceux qui nous ont remerciés pour notre activité et quelques uns qui ont laissé leurs coordonnées. L'action a été bien visible, du fait du nombre de militantEs, des placards avec les photos des prisonniers (dont la photo d'Ahd Tamimi, reconnue par pas mal de passants) et des appels au boycott. Des exemplaires du tract ont par ailleurs été mis en libre service sur le stand du journal l'Humanité pendant la semaine du festival international du court-métrage.

Action en soutien aux prisonniers palestiniens grévistes de la faim en convergence avec RESF/FCPE 63 (24 mai 2017)

Depuis le 17 avril, près de 1500 prisonniers politiques palestiniens ont entamé une grève de la faim. Cette grande

action collective a été lancée par Marwan Barghouti, symbole de la résistance populaire contre l'occupation. L'emprisonnement massif est un mode majeur de répression par l'Etat israélien des Palestiniens qui résistent à la colonisation de leur pays et à l'apartheid en Palestine.

Devant l'intransigeance du gouvernement israélien, et les risques de déflagration en Palestine, l'AFPS 63 et BDSF 63 ont appelé (en concertation avec RESF 63) leurs militant-e-s à participer le 24 mai à un rassemblement de RESF/FCPE 63 soutenus par des associations et syndicats (LDH, CGT, FSU,..., près de 80 personnes) présentant une fresque dessinée par les parents et enfants de l'école Paul Bert de Clermont-Ferrand en soutien à Besnik, qui est sous le coup d'une OQTF et d'une IRTF.

Une douzaine de militant-e-s AFPS/BDSF ont participé, sur la place centrale de Clermont et à proximité de l'arrêt du tramway, portant des affiches de soutien aux prisonniers palestiniens et une banderole appelant au boycott d'HP, complice de l'apartheid et du système carcéral israélien. Plus de 40 signatures de la pétition AFPS en soutien aux grévistes de la faim ont été recueillies. Puis une prise de parole de l'AFPS 63 a rappelé le lien entre la situation des réfugiés Palestiniens et celle des migrants en Europe, la répression de la résistance populaire palestinienne et la situation carcérale en Israël, les revendications des prisonniers en grève de la faim, l'urgence humanitaire et les risques entraînés par l'intransigeance coloniale israélienne. Parmi nos moyens d'action pour les soutenir : les appels à notre gouvernement, mais aussi le boycott de l'Etat israélien et des entreprises complices, et notamment HP pour le système carcéral et sécuritaire colonial.

